«Jean-Marie BOCKEL - « Réduction du budget de la Défense : le Président de la République doit tenir ses engagements »»

22/05/2014

Jean-Marie BOCKEL - « Réduction du budget de la Défense : le Président de la République doit tenir ses engagements »

Serait-ce le retour en force du tristement célèbre « modèle Z » que Bercy souhaitait imposer fin 2012, en pleine préparation du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale ? Depuis quelques jours, l'inquiétude ne cesse de grandir au sujet de nouvelles coupes budgétaires dans la Défense. On parle d'un rabot de plusieurs milliards d'euros…

Qu'on se le dise, les déclarations du Premier ministre Manuel Valls sur le plateau du JT de TF1 ou les réponses laconiques apportées par le Gouvernement aux questions soulevées par les parlementaires à l'Assemblée nationale et au Sénat ne sont pas de nature à nous rassurer… Loin s'en faut !

Annoncer ces nouvelles restrictions budgétaires est d'autant plus surprenant que la loi de programmation militaire 2014-2019 vient tout juste d'être votée par le Parlement dans le même contexte budgétaire et financier contraint que nous connaissons aujourd'hui.

Aussi, il convient de se demander si le Président Hollande tiendra ses engagements, lui qui avait arbitré en mars dernier en faveur du maintien des crédits de la Défense sur l'ensemble de la période de programmation. Va-t-on réclamer à la Défense des efforts supplémentaires, elle qui a déjà participé largement à la réduction des dépenses publiques, avec la suppression de 82 000 hommes au total en 10 ans ? Ce serait indécent.

Ne nous y trompons pas. Compresser un peu plus notre effort de Défense reviendrait à précipiter le déclassement de notre outil militaire. La France, membre permanent du Conseil de Sécurité, ne peut se le permettre : cela serait irresponsable ! Il en va de notre souveraineté nationale, de la pérennité de notre industrie de Défense, mais aussi de la condition et du moral de nos soldats, engagés courageusement sur plusieurs théâtres d'opération.

Les inquiétudes, clairement exprimées par les parlementaires et les quatre chefs d'états-majors, doivent être levées. Cette situation n'a que trop duré. Plus que jamais sur ce sujet, c'est la parole du Président de la République, chef des armées, que nous attendons. Et vite !

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Contact presse : Frédérique HENRY / Camille LOUIS
01 42 34 21 18 / 01 42 34 30 58 - communication@uc.senat.fr
Internet : www.udi-uc-senat.fr
Twitter : @UC_Senat
Facebook : SenateursUDIUC